



## Conférence de M. Laurent Furst



Au mercredi de l'ICA du 5 octobre 2016 - Rendez-nous l'Alsace, Laurent Furst, député.

### **Introduction à la conférence de Laurent Furst au mercredi de l'ICA du 5 octobre 2016.**

L'initiative citoyenne alsacienne, un think tank, une Denkfabrik, s'est fixé pour objectif de faire émerger des demandes citoyennes, de faire des propositions, de travailler à un projet

politique global pour l'Alsace, de contribuer au débat politique en Alsace, de promouvoir le principe de subsidiarité, l'idée européenne et le fédéralisme, le régionalisme aussi qui n'est pas pour elle un ethnisme, mais un démocratisme...

Dès sa création, elle lançait un Manifeste pour une rénovation de la démocratie française en faveur des Régions. Elle a été accompagnée en cela par un grand nombre de personnalités du monde politique, économique et culturel, notamment par feu le ministre André Bord qui rappelait à cette occasion qu'il avait fortement soutenu la réforme régionale proposée par le Général de Gaulle en 1969.

C'est tout logiquement que nous avons soutenu l'idée d'un Conseil unique d'Alsace mise au référendum en 2013. Ce dernier aurait été approuvé par la majorité des Alsaciennes et des Alsaciens si l'Alsace avait été prise comme une circonscription unique. En effet dans leur ensemble, ils ont voté à 58 % pour le oui. Cela n'a pas été conçu ainsi et le non l'a emporté. Les causes en sont connues, mais l'idée d'Alsace est sortie vainqueur de cet échec. Grande a été la prise de conscience !

Nous avons exprimé notre indignation quant à la fusion qui se préparait et l'avons justifiée. Après avoir lancé en 2014 un **Manifeste pour le respect de l'entité Alsace dans son espace actuel** au cours de l'année de l'élaboration de l'ACAL, nous avons lancé dès la création de cette dernière en 2015 un **Appel pour que l'Alsace retrouve une institution politique propre.**

**Nous continuons à croire avec les milliers d'Alsaciennes et d'Alsaciens qui nous accompagnent dans notre démarche que ce qui était jugé bon pour l'Alsace en 2013, l'est encore aujourd'hui. Ce n'est pas trahir qui que ce soit. Bien au contraire ! C'est être fidèle à une conviction.**

Nous ne comprenons pas pourquoi les porteurs du projet devant créer un Conseil unique d'Alsace et bon nombre de ceux qui l'ont soutenu se sont empressés de jouer la partie proposée par le gouvernement. Ces élus qui s'étaient exprimés en réunion contre la fusion auraient pu continuer à marquer leur désapprobation en démissionnant par exemple. **L'Alsace méritait une crise politique.** Beaucoup le pensent sans toujours le dire. Cela aurait généré un véritable débat et après ce dernier une nouvelle consultation populaire et de nouvelles élections régionales auraient permis de repartir sur de bonnes bases démocratiques. Il n'en a rien été.

D'aucuns, élus, institutions et organisations diverses ont rejoint le mouvement à leurs cœur

défendant. D'autres, plus allègrement, pas toujours désintéressés d'ailleurs. D'autres enfin croyant aux économies et aux possibilités nouvelles que générerait la fusion. Déjà, on nous annonce un surcoût de 50 millions lié à la fusion. Il semble bien aussi que l'on a ajouté une couche supplémentaire au mille-feuille, les anciennes structures n'ayant pas vraiment été dissoutes.

**Le 1er janvier 2016 l'Alsace a perdu son Conseil régional.** L'Alsace ne constitue plus une Collectivité régionale. Malgré les faibles pouvoirs et moyens dont elle disposait, cette dernière nous manque avant tout parce qu'elle conférait à l'Alsace une existence politique et lui donnait corps. Nous le déplorons fortement. Mais nous ne nous résignons pas. Mettons à profit ce que la réforme a provoqué, à savoir une réelle prise de conscience.

**Ce que la loi a fait, elle peut le défaire. Ce que la loi a mal fait, elle peut le faire en mieux !** Rappelons que les électeurs Corses avaient rejeté par référendum la création d'un Conseil unique. Or un tel Conseil regroupant la Collectivité territoriale de Corse et les deux Conseils départementaux de Corse va être créé par la loi.

**A nous citoyens d'Alsace d'engager ce combat** en faisant d'une part apparaître **une très forte demande citoyenne** et d'autre part en obtenant de la classe politique alsacienne qu'elle le mène au sein du Parlement.

**Pourquoi avons-nous besoin d'une institution politique propre, d'un Conseil régional d'Alsace avec des pouvoirs et des moyens conséquents.**

Bien entendu pour satisfaire au plus près les besoins propres à l'Alsace et gérer par nous-mêmes les intérêts particuliers de la région, mais avant tout c'est pour construire ou reconstruire l'identité alsacienne.

**Que l'on nous comprenne bien.** Nous ne sommes pas opposés aux coopérations avec nos partenaires de Lorraine et de Champagne-Ardenne. Ce serait idiot. L'Alsace n'est pas une île ni un « finistère ». Elle ne peut vivre en autarcie. Elle ne se suffit pas à elle-même. Son avenir se situe autant dans son identité propre que dans l'ouverture aux autres... à 360 degrés. Mais comme dit le philosophe, on s'ouvre d'autant mieux aux autres, que l'on est d'abord soi-même ?

Nous saluons avec grand plaisir toutes les initiatives qui travaillent à la création d'une institution politique propre à l'Alsace et les soutenons volontiers si elles participent de notre philosophie politique.

Nous sommes heureux ce soir de pouvoir accueillir M. le député Laurent Furst qui a accepté de nous entretenir du sens de sa démarche Rendez-nous l'Alsace. Nous l'en remercions et lui souhaitons courage et ténacité pour la suite des opérations.

Pierre Klein